

D L'ÉCONOMIE

la presse

• LA PRESSE, MONTRÉAL, JEUDI 9 OCTOBRE 1986

Les employés de GM s'inquiètent : les investissements tardent à venir

Des cadres de l'usine Sainte-Thérèse, à Boisbriand, et le Local 1163 des TCA (les Travailleurs canadiens de l'automobile, l'ext-TUA) craignent d'avoir été lésés par GM. Un mois après l'entente avec le syndicat, les investissements promis n'ont toujours pas débuté.

LAURIER CLOUTIER

Mais la porte-parole de GM, Mme Paulette Charbonneau, affirme que « les gens s'énervent pour rien. Comme prévu », la décision d'investir serait prise par Détroit vers la fin du mois. « Les fournisseurs autour de l'usine paniquent. Mais GM a lancé des appels d'offres à des compagnies. C'est sûr qu'on va procéder. Mais ce qui est sûr en termes d'investissements, on ne le sait pas ».

M. Paul Morin, président du comité d'usine et du comité de négociations du syndicat, souligne que « les pressions montent un peu partout dans l'usine et le comité de né-

gociations. GM devait commencer à creuser en septembre, après l'entente avec le syndicat, et maintenant on n'en entend plus parler. La compagnie attend des subventions du gouvernement ».

Le syndicat local des employés a accepté de négocier avec GM tout les représentants disaient que « les bulldozers attendaient à l'entrée du terrain pour commencer les travaux ». Il a rouvert sa convention collective et convaincu les 4 000 employés d'entériner l'entente, à la mi-septembre. Ce ne fut pas facile et le vote favorable n'a pas atteint 60 p. cent.

Depuis plusieurs semaines toutefois, des dirigeants syndicaux se retrouvent dans « l'eau bouillante », tout comme des cadres de la compagnie, car les investissements n'ont toujours pas débuté.

Chez les cadres, personne ne veut en parler sauf sous le couvert de l'anonymat. Chez les syndiqués, Yves Gascon s'est vidé le cœur.



photo Robert Mailloux, LA PRESSE

Paul Morin

« Le syndicat s'est fait jouer un tour et a négocié sous de fausses représentations », déclare le dirigeant syndical.

Avec les documents des négocia-

tions GM-TCA à l'appui, Yves Gascon affirme que la compagnie a exigé une entente avant le 15 septembre parce que le gel s'en venait et que le fabricant d'autos devrait payer une pénalité si les entrepreneurs ne pouvaient passer à l'action à la date prévue.

GM voulait à tout prix avoir une entente rapide pour réaliser une première tranche de \$11,8 millions de travaux : l'agrandissement de l'atelier de carrosserie. Cette première phase des investissements devait débuter le lundi 22 septembre, au lendemain du vote du 21 septembre.

Quant aux \$210 millions et aux autres phases d'investissements pour la transformation de l'usine en vue de la fabrication des Pontiac 6000 ou des Oldsmobile Cierra 88, elles n'étaient pas assurées mais probables s'il y avait entente avec le syndicat. GM Canada devait aller « se battre » à Détroit pour obtenir le contrat de fabrication d'un nouveau modèle « A ».



Alain Dubuc

Réa : il ne faut pas paniquer

La publication d'un dossier sur les excès du Réa a provoqué des remous. Assez pour que les courtiers en valeurs mobilières s'inquiètent du fait que cela puisse déclencher des réflexes de panique chez les épargnants.

Si la description de la face cachée du Régime d'épargne-actions a « éterné » bien du monde, c'est parce que les petits investisseurs tombaient des nues : ils apprenaient des choses que personne ne leur avait dites. L'ignorance dans laquelle on les avait entretenus était malsaine. Pour devenir un bon investisseur, il faut pouvoir avoir l'heure juste.

Mais il serait dommage que les épargnants paniquent et se mettent à vendre en fous : c'est la meilleure façon de perdre de l'argent. D'autant plus que même s'il y a eu des abus flagrants, tout n'est pas pourri dans le monde du Réa.

La pire chose : vendre

Pour bien des gens, peu habitués aux cycles normaux du monde boursier, les mauvaises nouvelles publiées dans LA PRESSE, samedi dernier, ont été une vraie douche froide. Après avoir appris que les prix de certaines actions étaient gonflés, que la qualité de certaines compagnies était douteuse, certains épargnants ont eu le réflexe de téléphoner à leur courtier, ont songé à vendre leurs actions ou à annuler leurs commandes.

Ce n'est pas la solution. Tout d'abord, dans la majorité des cas, les prix actuels des actions émises cette année dans le cadre du Réa, et qui sont maintenant cotées en bourse, est inférieur au prix de l'émission. En vendant précipitamment, les épargnants perdront de l'argent.

Il faut aussi se souvenir que bien des investisseurs ont réalisé d'importants gains de capital grâce au Réa. Ils ont profité des hausses et ont vendu quand les titres atteignaient des plafonds. Cela entre dans la balance ; quand le marché boursier cesse de grimper en flèche, le petit investisseur doit accepter le fait qu'il ne peut pas gagner à tout coup.

Un marché qui se tasse

Le dossier de LA PRESSE a également souligné que les pires excès ont été commis dans la première moitié de l'année. Depuis cet été, et surtout depuis la rentrée de septembre, deux choses sont arrivées. Tout d'abord, le marché boursier a terminé sa poussée flamboyante et est devenu incertain. Les émissions de nouveaux titres Réa ne reflètent donc plus l'euphorie que l'on sentait il y a six mois. Cette correction du marché s'est accompagnée d'un virage chez les courtiers eux-mêmes qui sont devenus plus prudents et plus sélectifs.

C'est ainsi que les prix que l'on demande aux investisseurs pour de nouvelles actions Réa sont beaucoup plus réalistes. Si un dossier sur le Régime d'épargne-actions peut contribuer à accélérer ce retour à la normale, c'est encore mieux.

Les prix de nombreux titres offerts au public ont en effet baissé. C'est le cas de Nautilus, qui demande \$2,75 l'action au lieu de \$4,00. Mais il y a beaucoup d'autres cas où ce processus de correction ne s'est pas fait sur la place publique. On peut s'en rendre compte en constatant que l'écart entre le prix des actions nouvellement émises et leur valeur aux livres est plus basse qu'en mai ou en juin.

Une stratégie pépère

Il n'en reste pas moins qu'il faut être beaucoup plus vigilants qu'il y a quelques mois. Il faut être prudents, parce que la valeur des actions n'augmentera plus de façon automatique, indépendamment de leur qualité, parce que le marché n'est plus débordé.

Tout d'abord, il faut prendre son temps. Choisir soigneusement ses compagnies. Le choix est abondant, puisqu'il y a plus de soixante nouvelles émissions. Et le fait d'attendre permettra peut-être au marché de poursuivre sa correction.

Par ailleurs, comme rien ne devrait pousser l'investisseur à acheter à toute vitesse, il a le temps de s'informer sur les compagnies dont il songe à acheter les actions. Les hebdomadaires financiers, qui consacrent une grosse partie de leurs énergies au Réa, fournissent une information abondante. Par exemple, l'édition de cette semaine de *Financ* résume les activités des soixante compagnies qui font actuellement appel au Réa. *Les Affaires* publie des tableaux très complets qui permettent de comparer la valeur des différentes émissions.

Mais le choix reste difficile à faire. On dit que la qualité de certaines compagnies est douteuse : desquelles s'agit-il ? Comment choisir un titre sans que cela soit un coup de dés : par exemple, entre deux firmes qui produisent des logiciels, comme Visiontronique et Microtempus ?

Il ne faut donc pas hésiter à talonner son courtier, qui peut évaluer le degré de risque d'un titre et émettre des commentaires sur la qualité d'une compagnie. Les courtiers ne sont pas des devins mais comme, à l'heure actuelle, le rapport de forces joue plus en faveur de l'épargnant qu'il y a six mois, cela devrait se refléter dans la qualité des conseils.

Il faut aussi attendre d'avoir lu le prospectus préparé par la compagnie avant de prendre une décision. Même si on a du mal à comprendre les données financières, c'est la moindre des choses de savoir où l'on place son argent. On n'investit pas à l'aveuglette.

On doit aussi se souvenir que moins le risque est élevé, moins le potentiel de gains est grand, et vice-versa ; et qu'une action n'est pas une obligation d'épargne du Canada.

Si cela ne suffit pas, c'est un signe que l'épargnant n'est pas prêt à investir de façon risquée. Encore là, il y a une façon de s'en sortir : les gains fiscaux seront moins grands, mais il faut d'abord protéger ses épargnes avant de vouloir réduire sa note d'impôt ou « faire la passe » à la Bourse.

Pour les épargnants prudents ou craintifs, la voie la plus sûre consiste à concentrer le plus possible ses placements dans des compagnies sûres, les « blue chips » ou dans des entreprises dont les activités et l'histoire sont connues. Elles sont assez nombreuses, dans la moisson Réa 1986, pour que l'investisseur puisse faire un choix.

L'industrie du bois perdrait 567 emplois avec l'imposition de droits par les É.-U.

L'imposition de droits compensatoires par les États-Unis sur le bois d'œuvre canadien — la décision sera rendue le 16 octobre, plutôt qu'aujourd'hui même comme il était prévu — entraînerait fort probablement la disparition de près de 600 emplois (567 très exactement) en forêt et dans les scieries du Québec, indiquent des études convergentes de la Banque nationale du Canada et du ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec.

JACQUES BENOIT

Hier à Washington, le secrétaire au Commerce, Malcolm Baldrige, a annoncé que la décision américaine concernant le bois d'œuvre canadien serait rendue une semaine plus tard que prévu pour « donner une chance aux négociations d'aboutir ». Les compagnies de bois américaines, qui réclament vivement ces droits compensatoires, ont accepté le délai.

Au total, l'industrie du bois d'œuvre (ou bois de charpente), emploie plus de 30 000 Québécois, soit près de 9 000 en forêt et 25 000 dans les scieries et les entreprises connexes.

Des droits compensatoires provoqueraient une baisse des exportations canadiennes vers les États-

Unis (\$3,7 milliards l'an dernier, dont \$538 millions de bois du Québec), mais exerceraient aussi des pressions à la baisse sur le dollar canadien, estiment l'économiste Michel Lefebvre, de la Banque nationale, auteur d'une étude sur la question, et le groupe de recherches économiques Informetrica, d'Ottawa.

Impossible de dire, toutefois, dans quelle mesure le dollar canadien serait affecté, précisait hier M. Lefebvre dans une interview, comme le signalait aussi le numéro de juillet de la circulaire d'Informetrica, *Monthly Economic Review*.

Tout dépend de l'ampleur des droits et de la durée de leur application, a dit l'économiste.

Par exemple, des droits de 13,5 p. cent pendant un an (la moitié de ce que demandaient les producteurs américains en mai) laisseraient, selon lui, le dollar canadien indemne. Cependant, des droits de 36 p. cent sur les ventes (demande actuelle des Américains), et en vigueur pendant cinq ans, « auraient un effet plus marqué ».

La baisse des exportations

Pour ce qui est de la baisse des exportations vers les États-Unis, l'économiste de la BN estime qu'elle atteindrait en volume sept p. cent au cours de la prochaine année, pour

l'ensemble canadien, dans l'hypothèse de droits de 27 p. cent.

Selon lui, le milieu financier s'attend à l'instauration de droits du genre par la *International Trade Administration* (ministère du Commerce des États-Unis), lui-même jugeant qu'ils devraient jouer entre 25 et 30 p. cent.

En valeur, la perte de revenus pour les producteurs canadiens s'élèverait dans cette hypothèse, selon son étude, à \$815 millions US pour les prochains douze mois, dont \$122 millions US (\$167 millions CAN) en ce qui concerne les producteurs du Québec.

En tout, 88 p. cent des pertes (\$718 millions US) seraient dues aux droits compensatoires — le Trésor US s'enrichirait d'autant —, alors que la baisse des exportations compterait pour 12 p. cent seulement du manque à gagner.

Le Québec serait néanmoins moins durement frappé que la plus importante province productrice, la Colombie-britannique, car nos exportations ne baisseraient, prévoit-il, que de cinq p. cent.

Les producteurs québécois ont en effet trois avantages sur ceux de l'Ouest, juge-t-il : le fait que leur clientèle (nord-est des États-Unis et région des Grands lacs) manque de bois ; des coûts de transport plus bas

que ceux des producteurs colombiens dont le bois est vendu dans le sud des États-Unis ; et puis, enfin, le fait que la plupart des producteurs américains se trouvent à l'ouest du pays, et pourront difficilement vendre leur bois moins cher — à cause des frais de transport — que les producteurs québécois sur leurs marchés américains traditionnels, malgré les droits compensatoires.

Impact sur le dollar

Interrogé lui aussi à propos de l'impact possible sur la monnaie canadienne, le vice-président et économiste en chef de la BN, M. Henri-Paul Rousseau, a déclaré que l'imposition de droits compensatoires aurait déjà eu un effet à la baisse sur le dollar, si tel devait être le cas. Car, a-t-il dit, personne ne sera pris par surprise... et si le marché s'était attendu à une baisse prochaine du dollar canadien, les acheteurs se seraient déjà précipités sur le dollar US, ce qui aurait provoqué une régression de la monnaie canadienne.

Scénario possible, a-t-il ajouté : les investisseurs ont peut-être acheté des dollars US, mais la Banque du Canada a peut-être contrebalancé cela par l'achat — discret — de dollars canadiens. « Je ne crois pas qu'il y ait de soubresaut du dollar, mais c'est encore possible », a-t-il dit.

LES TROIS CHANTIERS MARITIMES DU QUÉBEC

Un seul point en commun : leurs revirements de fortune

Une des conséquences les plus importantes de la transaction entre Marine Industrie et Versatile Vickers a pour effet de réunir, sous un seul chapeau, les trois chantiers maritimes du Québec, à un moment où ce secteur industriel traverse des moments difficiles.

CLAUDE PICHER

Les trois chantiers, Marine, Davie, et Vickers, ont des profils bien différents, leur seul point commun étant sans doute les spectaculaires revirements de fortune qui ont caractérisé leur histoire récente.

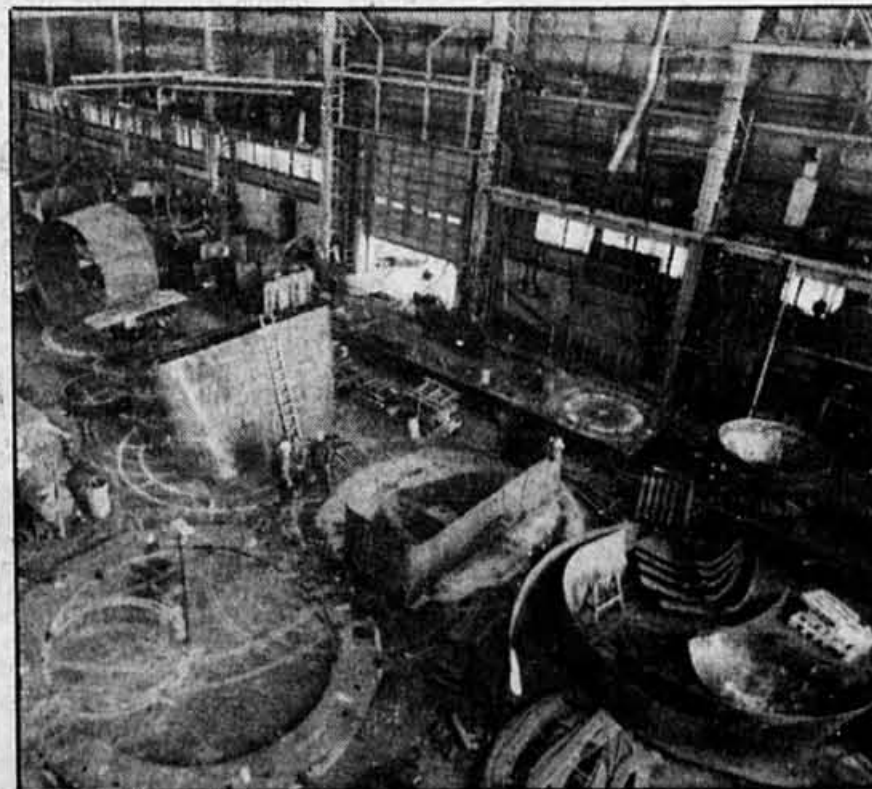
Marine Industrie

Depuis vingt ans, la Marine Industrie est la propriété du gouvernement du Québec, qui y détient une participation de 65 p. cent par l'intermédiaire de la Société générale de financement (SGF).

Marine comprend quatre divisions : équipement hydroélectrique, construction offshore, produits industriels et construction navale. Cette dernière, située à Tracy, est le fleuron du groupe, avec 1 300 employés. Les trois autres divisions réunies emploient environ 800 personnes. Marine, fondée en 1937 par la famille Simard, a connu son heure de gloire pendant la Deuxième guerre mondiale : à son apogée, le chantier employait 7 000 personnes.

En 1984-85, la division navale a été durement touchée par un long conflit de travail, qui a eu un impact négatif sur les résultats de la compagnie : pertes de \$3 millions en 1984, et de \$5,6 millions l'an dernier. Marine s'attend à terminer l'année 1986 avec un léger bénéfice.

Son carnet de commande, à l'heure actuelle, est évalué à \$150 mil-



La construction navale, fleuron du groupe Marine.

lions. Il comprend la construction d'un brise-glace pour la garde côtière canadienne (livraison prévue en avril prochain), ainsi que la construction d'une frégate et demie (!) pour la Marine canadienne, et un certain nombre de contrats de réparations. La « demie » frégate s'explique par le fait qu'Ottawa a accordé la construction de trois frégates à Marine et à Davie, de Lauzon. Chaque chantier doit donc construire une frégate complète, et le travail relatif à la troisième est divisé entre les deux.

Les chantiers de la Davie, à Lauzon, près de Québec, traversent l'un des pires moments de leur histoire. Seulement 150 personnes y travaillent, alors qu'on y employait encore, l'an dernier, 2 300 travailleurs.

La Davie a vécu de grands moments d'espoir au début de 1981, alors qu'elle était acquise par Dome Petroleum, étoile montante (à l'époque) des pétroles canadiens. Dome devait confier à Davie la construction de plate-formes de forage pour la mer de Beaufort.

Ce beau rêve a viré au cauchemar

avec la déconfiture de Dome, quelques années plus tard, et Davie était vendue pour une bouchée de pain au groupe Versatile, de Vancouver. A son tour, celui-ci traverse une mauvaise passe (pertes de \$60 millions en 1985, et de \$39 millions pour les six premiers mois de 1986), et n'a jamais réussi à assurer la relance de la Davie.

Bien que presque désert, le chantier a un carnet de commandes substantiel, évalué à \$425 millions, et pourrait commencer à rappeler des travailleurs prochainement. Elle doit notamment construire deux super-travailleurs pour CN Marine (la date de l'octroi du deuxième contrat n'a pas encore été décidée), deux destroyers de type Algonquin, et une frégate et demie.

Versatile Vickers

Fleuron de l'industrie de l'Est de Montréal dans les années d'après-guerre, la Vickers a abandonné la construction navale en 1969 pour se spécialiser dans la réparation et l'entretien des navires. La compagnie a été achetée par Versatile en 1981. Elle compte trois divisions : industrielle, navale, et d'usinage.

La division navale, qui emploie en temps ordinaire de 400 à 500 employés, n'en compte plus que 50 aujourd'hui, qui travaillent sur le seul contrat de la division, la remise en état du bateau-école Sainte-Croix. Les deux autres divisions emploient près de 700 travailleurs. La division navale est demeurée active jusqu'à l'an dernier, avec notamment les contrats de remise à neuf du destroyer Fraser et du ravitailleur Preserver. Par contre, elle comptait beaucoup sur le contrat des deux destroyers de type Algonquin, qui a été confié par Versatile aux chantiers de Lauzon.

photo Michel Grovel, LA PRESSE

SELON LE PRÉSIDENT DE LA FIRME-CONSEIL RCMP

Pour recourir au Réa, réaliser des bénéfices d'au moins \$1 million

Le président de la firme-conseil Raymond, Chabot, Martin, Paré, M. Serge Saucier, estime que les entreprises dont les bénéfices annuels nets après impôts sont inférieurs à un million de dollars ne devraient pas recourir au Régime d'épargne-actions (REA) pour se financer.

Michel VAN DE WALLE
de la Presse canadienne

Le dirigeant de la plus importante firme de consultation et de vérification comptable au Québec croit que les entreprises « doivent franchir cette première barrière avant d'aspirer à devenir publiques ».

M. Saucier s'oppose avec vigueur cependant à ce que le Réa soit chambardé de fond en comble mais il pense qu'il peut être davantage balisé.

Il a fait ces commentaires hier, à Montréal, alors qu'il annonçait qu'une firme de comptables agréés de l'Estrie, Bélanger, Hébert, a joint son groupe.

RCMP compte une cinquantaine de bureaux à travers le Québec et cette fusion porte à plus de 1 350 le nombre des employés. Le chiffre d'affaires annuel de RCMP oscille autour de \$68 millions.

Balises

Commentant les diverses critiques qui s'élèvent depuis quelques jours à propos du Réa, M. Saucier s'est porté à la défense du régime en soulignant qu'il a aidé beaucoup d'entreprises à se capitaliser. « Le Réa est un succès foudroyant auquel il ne faut pas trop toucher », déclare-t-il.

Mais il reconnaît que certaines corrections pourraient être apportées, principalement afin de protéger le public souscripteur. Il dit qu'il faut resserrer les règles du jeu pour éviter que des sociétés qui ne devraient pas être publiques ne le deviennent par le biais du Réa.

C'est dans ce contexte qu'il évoque le seuil du million de dollars de bénéfices annuels. « Les entreprises doivent avoir atteint une certaine maturité », selon lui, avant de devenir publiques.

Il ajoute aussitôt qu'il ne veut pas porter de jugement sur les entreprises qui ont eu recours au Réa sans avoir atteint ce seuil. « Il faudrait étudier chaque cas au mérite, explique-t-il, ça dé-

pend de la courbe de croissance des entreprises. Une firme qui double ses bénéfices depuis des années, et s'approche du plateau du million l'année suivante, pourrait penser devenir publique. »

RCMP a conseillé cette année une vingtaine d'entreprises qui ont émis des actions admissibles au Réa. Mais la firme-conseil a aussi découragé une entreprise de recourir au Réa. « Nous leur recommandons plutôt d'utiliser d'autres sources de financement, telles les sociétés de placement dans l'entreprise québécoise ou encore des institutions comme la Société d'investissement Desjardins ou la Caisse de dépôt », a expliqué M. Saucier.

Il reconnaît qu'il est difficile de faire la part des choses puisqu'il s'agit d'une question de jugement. « À quel moment allez-vous écarter une entreprise, à quel moment allez-vous lui permettre de devenir publique? », demande-t-il. Il croit cependant que des critères peuvent être utilisés : la croissance de l'entreprise, la valeur comptable de l'action, etc.

Un équilibre

M. Saucier croit toutefois que le marché établira progressivement un certain équilibre.

« Les courtiers en valeurs mobilières, dit-il, ont collectivement la responsabilité de prendre soin des titres qu'ils émettent dans le public. S'ils n'y prennent garde, ils vont faire de mauvaises émissions et les gens vont réaliser qu'il faut être plus prudent. »



MM. Serge Saucier, à droite, président de RCMP, et Nil Allaire, associé et directeur de Bélanger, Hébert, scellent leur entente de fusion d'une poignée de mains.

LA BOURSE

Wall Street sort de sa léthargie

Wall Street est sorti hier de sa léthargie et la moyenne des industrielles de Dow Jones, aidée par un puissant secteur des transports, a repassé le cap des 1 800 pour la deuxième fois seulement depuis la dégringolade du 11 septembre dernier. Le DJ, qui avait gagné plus de 20 points au cours de l'après-midi, s'est stabilisé à 1 803,85, en hausse de 19,40 à la fermeture, sur un assez gros virement de 142,6 millions d'actions. Il semble que la légère diminution de fin de séance soit imputable aux prises de profit.

Allied Stores, dont le conseil

venait d'accepter une offre de fusion de Edward J. DeBartolo, spécialiste des centres commerciaux, après avoir repoussé une opa améliorée de la firme torontoise Campeau Corp., a été la plus active, clôturant avec un gain de deux points à 67, 5 944 000 de ses actions ayant changé de mains au cours de la journée. USX Corp., qui fait elle aussi l'objet d'une opa, a gagné 1/2 à 28 1/2.

À Toronto, ce sont surtout les banques, dont certains investisseurs estiment que les titres sont sous-évalués, qui ont eu la meilleure part hier et l'indice composé a fini en hausse

de 17,62 à 3041,86 sur un virement de près de 22 millions d'actions. Selon Neil Withers, de Richardson Greenshields du Canada, c'est le projet d'acquisition de la Banque Continentale du Canada par la banque Lloyds de Londres qui a attiré l'attention sur les actions des institutions bancaires. La Banque de Nouvelle-Ecosse a été hier la plus active avec un gain de 1/2 à 3/4 mais la Banque de Montréal a avancé de 1 1/2 à 3 1/2 et la Royale de 3/4 à 4 1/4.

À Montréal, le portefeuille du marché a progressé de 15,08 à 1536,02 sur un virement de près de 4,8 millions d'actions.

ÉCONO-FLASHES

ANDRÉ CHÉNIER

Commissaire industriel de l'année

Le ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, M. Daniel Johnson, a présenté hier le commissaire industriel de l'année au banquet de clôture du congrès de l'Association des commissaires industriels du Québec, à Jonquière. L'élu, M. Daniel Dicaire, commissaire industriel de Valleyfield, a reçu une œuvre de Mme Marlène Tremblay, artiste de la région du Saguenay-Lac Saint-Jean. M. Dicaire a accompli un travail exceptionnel de promotion et de développement économique à Valleyfield où, depuis 1983, plus de \$60 millions d'investissements ont été réalisés sous forme de nouvelles implantations industrielles. Onze entreprises s'y sont implantées depuis cette date, pour quelque 300 nouveaux emplois.

Nouveau financement des Peugeot

Peugeot Motors of America, filiale de Peugeot de France, maintiendra jusqu'à la fin d'octobre un programme de financement qui devait prendre fin le 8 octobre. Ce programme limite à 2,2 p. cent l'intérêt sur l'achat de certains modèles 1986 de 505GL.

Ultramar Petroleum Co. à vendre

Ultramar PLC, de Londres, a commencé à négocier la vente, à Atlantic Refining and Marketing, de sa filiale américaine de commercialisation et de distribution de produits pétroliers, Ultramar Petroleum Co. Un porte-parole d'Ultramar a déclaré que ces négociations « déjà bien avancées », devraient donner lieu à une entente d'ici la fin de l'année. Établie au New Jersey, Ultramar Petroleum, connue précédemment sous le nom de Pittston Petroleum, a été achetée en 1983 pour servir de débouché aux produits de la raffinerie d'Ultramar à Saint-Romuald, au Québec. En 1985, la filiale américaine avait subi un déficit après impôt de \$5,2 millions. Au début de la présente année, Ultramar a fait l'acquisition des éléments d'actif de commercialisation de Gulf Canada.

Alcan se joint à Sumimoto Electric

Alcan Aluminium Corp. a conclu un accord avec Sumimoto Electric Industries pour fabriquer en commun des câbles à fibres optiques pour les réseaux d'électricité. L'entreprise en association portera le nom d'Alcan-Sumimoto Electric et construirait une usine dans le comté de Durham, en Caroline du Nord. Elle appartiendrait à 51 p. cent à l'Alcan.

Deux brasseries fusionnent

Un accord de principe est intervenu entre Pacific Western Brewing Co et Potter Distilleries pour la fusion de leurs activités sur la côte canadienne du Pacifique, sous le nom d'International Potter Distilling Corp. L'entente prévoit que les actionnaires de Pacific échangeront une de leurs actions ordinaires contre 2,41 actions de la nouvelle compagnie, tandis que les actionnaires de Potter échangeraient trois actions de catégorie A (sans droit de vote) ou trois actions de catégorie B contre une action ordinaire de la compagnie fusionnée.

Première émission publique de Avcorp

Avcorp Industries a déposé, auprès des Commissions des valeurs mobilières du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, un prospectus provisoire concernant un premier appel public à l'épargne. Lévesque, Beaubien s'occupera de la souscription.

Encyclopaedia Britannica en chinois

Encyclopaedia Britannica a publié une édition en caractères chinois simplifiés, qui se présente en dix volumes. Il s'agit, en fait, d'une traduction de la version abrégée de l'Encyclopédie (Micropaedia), plus des condensés des éléments principaux de la grande encyclopédie (Macropaedia). Des éditeurs chinois y ont travaillé avec la collaboration de quelque 500 traducteurs en Chine.

Nouvelle usine de Tembec

Tembec inaugurerait officiellement hier, à Témiscaming, sa nouvelle usine de pâte chimicothermomécanique blanchie sous le nom de Temcell. Construite au coût de \$103 millions, cette usine de 98 000 tonnes est adjacente à l'usine de pâte au bisulfite de Tembec à Témiscaming et elle a créé 60 emplois permanents ainsi que 200 emplois indirects. Tembec a été fondée en 1973 pour acheter la vieille usine de Kipawa fermée par ses anciens propriétaires (CIP).

Trizec vend à Bramalea

Trizec Corp. est convenue de vendre le solde de sa participation dans Canadian Shopping Centre à une filiale qui sera vendue à Bramalea, en même temps que des débentures garanties qu'une filiale de Bramalea avait cédées à Trizec lors d'une transaction antérieure. Selon Trizec et Bramalea, cette dernière émettra au nom de Trizec 18,5 millions d'actions et un billet promissoire au montant d'environ \$135 millions. Les actionnaires de Bramalea autres que Trizec devront auparavant approuver l'émission d'actions ordinaires supplémentaires et une assemblée est prévue pour le 28 octobre. Les transactions envisagées, qui conduiraient à la création d'une nouvelle compagnie de centres commerciaux appartenant à Bramalea avec un actif de \$1,4 milliard, pourraient s'effectuer à la mi-novembre.

Nouvelles adhésions au réseau Interac

Avec l'admission du Canada Trust, de la Banque Nationale du Canada et des Credit Unions participantes, le réseau partagé de guichets automatisés Interac a été porté à plus de 3 700, soit 1 200 de plus qu'en juin dernier lors de l'inauguration de ce réseau, qui permet aux clients des institutions participantes de retirer de l'argent comptant à partir de n'importe quel guichet Interac. Interac s'étend maintenant à travers le Canada.

Trust Royal sur le marché suisse

Trustco Royal émettra, en Suisse, pour 100 millions de francs suisses d'obligations et pour 100 millions de francs suisses de billets à placement restreint, le produit de cette émission devant servir à remplacer des fonds à moyen terme pour l'acquisition du groupe de services de Dow Financial. Emises au pair, les obligations viendront à échéance en novembre 2006, auront un taux d'intérêt nominal de 5 1/4 p. cent par année et comporteront une option d'achat après dix ans au taux de 102,50 p. cent diminuant de 1/2 p. cent par année. Emis au pair, les billets à placement restreint viendront à échéance en novembre 1993, auront un taux nominal de 4 3/4 p. cent par année et comporteront une option d'achat après 4 ans au taux de 101 1/2 diminuant de 1/2 p. cent par année.

Recherches sur la fibre optique

Bell Canada a adjugé à l'Université Laval deux contrats de recherche portant sur la fibre optique. Le premier contrat, évalué à \$135 000, sera réalisé par une équipe du département de physique que dirige le professeur Réal Tremblay et portera sur la mise au point d'un système de surveillance des épissures de fibres optiques. Le second contrat, évalué à \$150 000, sera confié à des chercheurs du département de génie électrique, sous la responsabilité du professeur Michel Têtu et portera sur le prototype d'un système d'identification de fibres optiques à leurs points de branchement.

Baisse des ventes de véhicules moteurs

Les ventes désaisonnalisées de véhicules-moteur neufs au Canada (autos et camions) ont baissé de 4,2 p. cent en août tombant, selon Statistique Canada, de 135 400 en juillet à 129 736 en août. Les ventes de camions ont fléchi de 5,1 p. cent et les ventes d'autos de 3,8 p. cent. Par rapport à août 1985, les ventes de véhicules-moteur ont baissé de 4 p. cent à 118 716 tandis que, pour les huit premiers mois de 1986, ces ventes étaient en baisse de 1,2 p. cent à 1 059 849 par rapport à l'an dernier.

Prospectus de Ressources Yorbeau

Ressources Yorbeau Inc. de Montréal, a déposé auprès de la Commission des valeurs mobilières du Québec un prospectus annonçant l'émission d'un maximum de 3 250 000 unités au prix de 77 cents l'unité et de 3 125 000 reçues au prix de \$1,60 le reçu, pour une considération globale de \$7 502 000. McLeod Young Weir et Lévesque Beaubien s'occuperont de la souscription. Chaque unité se composera d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription, chaque bon complet donnant droit à l'achat d'une action ordinaire jusqu'au 30 septembre 1987. Les reçus, par ailleurs, permettront à leurs détenteurs de recevoir des actions accréditives pour les frais que la compagnie encourra sur ses propriétés du Québec.

Air Canada en République dominicaine

Air Canada a ajouté la République dominicaine à son service régulier. À compter du 14 décembre, le transporteur exploitera deux vols réguliers par semaine vers Saint-Domingue et vers le centre touristique de Puerto Plata. Ces vols partiront de Montréal le dimanche et de Toronto le lundi.

CARREFOUR MÉTROPOLITAIN

1100, boul. Crémazie Est

- Bureaux — Bail net/net
- DISPONIBILITÉ: 8000 pi car.
- Rez-de-chaussée: 7695 pi car.
- Occupation immédiate
- Accès facile métro et autoroute
- Christophe-Colomb et Crémazie
- Voisin du site C.R.I.Q.
- Centre de recherche industrielle du Québec

Renseignements:

(514) 288-6767

MAROFranc INC.
Services immobiliers

SÉMINAIRE SUR LA «PRODUCTIVITÉ»

présenté par

L'INSTITUT DE RELATIONS INDUSTRIELLES DU QUÉBEC

DATE: Le 18 novembre 1986

LIEU: L'Hôtel Le Quatre Saisons
1050, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec)

Douze (12) spécialistes de renom (É.U. + Canada) vous entretiendront sur les programmes d'encouragement à la productivité.

INSCRIPTION 175\$ incluant les repas et la traduction simultanée
ANTICIPÉE (avant le 7 nov. 1986) (200\$ après le 7 novembre 1986)

AVIS DE 72 HEURES POUR ANNULATION SANS FRAIS

CONFÉRENCIER M. Carl Thor, Vice-Président senior
INVITE: AMERICAN PRODUCTIVITY CENTER, HOUSTON, TEXAS.

Pour renseignements, appelez: André Martineau, tél.: 288-6104

COUPON D'INSCRIPTION

NOM _____ TITRE _____
COMPAGNIE _____ TÉL. NO _____
S.V.P. Libeller votre chèque au nom de:
L'Institut de Relations Industrielles du Québec
et le faire parvenir à: L.I.R.I.Q.
630, rue Sherbrooke Ouest, bureau 325
Montréal (Québec)
H3A 1E4

Centre de perfectionnement



Un outil de la gestion japonaise adapté à notre milieu

L'implantation et la gestion des cercles de qualité

3, 4 et 5 novembre 1986
de 09:00 à 17:00

Obtenez une connaissance opérationnelle de l'implantation et du fonctionnement d'un programme de cercles de qualité; pratiquez les techniques reliées aux cercles de qualité. Examinez les conditions de succès d'un tel programme.

Coordonnateur:



M. Gaston Meloche
LL.L.
D.E.S. droit adm. et pub.
D.E.S. écon. (Ottawa)
C.D.

Professeur agrégé à l'École des H.E.C., M. Meloche est membre du Groupe de recherche sur le travail des H.E.C. Ses intérêts de consultation et d'animation vont aux domaines des cercles de qualité, de la gestion participative et de la santé et sécurité du travail.

Critère d'admission: être dans une entreprise qui implante actuellement des cercles de qualité ou qui en implantera dans un avenir rapproché. (Aucun préalable académique n'est requis.)

Date limite d'inscription: le 20 octobre 1986. (Le nombre d'inscriptions est limité; réservez dès maintenant.)

Comment s'inscrire: communiquez avec le Centre de perfectionnement de l'École des Hautes Études Commerciales, au (514) 340-6001.



VOICI L'ÉVÈNEMENT ANNUEL Mercedes-Benz À MONTRÉAL

Un certain nombre de voitures conduites exclusivement par le personnel et les cadres de Mercedes-Benz vous attendent dans nos points de vente de la Rive sud et de Montréal.

Ces voitures sont impeccables.

Elles ont été très peu utilisées et entretenues avec soin.

Chacune d'elle est vendue avec le reste de la garantie d'usine 48 mois ou 80 000 km.

Si vous cherchez un modèle particulier Mercedes-Benz, venez nous voir ou téléphonez-nous. La voiture que vous cherchez est peut-être sur la liste. Mais dépêchez-vous. Car, une fois parties, ces voitures ne sont pas remplacées.

Mercedes-Benz

Canada Inc.
DIVISION DÉTAIL

Montréal
4815, rue Buchan
Coin Victoria et Jean-Talon
Montréal, Québec (514) 735-3581



Greenfield Park
845, boul. Taschereau
À deux min. du pont Champlain
Greenfield Park, Québec: (514) 672-2720

Burroughs annonce la suppression de 9 600 emplois

■ DÉTROIT (AFP) — Burroughs Corporation, qui a racheté récemment pour \$4,8 milliards Sperry Corp., a annoncé, hier, son intention de supprimer 9 600 emplois sur les 120 000 que compte actuellement dans le monde les deux groupes informatiques américains.

Selon un communiqué publié à Detroit, Burroughs envisage dans un premier temps de recourir à des départs volontaires à la pré-retraite pour les employés aux États-Unis âgés de 55 ans et plus, ayant un minimum de 15 ans d'ancienneté dans l'un des deux groupes.

Des réductions supplémentaires, ajoute le communiqué, seront réalisées d'ici à la fin de cette année par des licenciements, le gel des embauches et des départs naturels non-renovelés.

Burroughs a annoncé par ailleurs le lancement de trois nouveaux ordinateurs dans sa gamme A 10 qui représentent une amélioration des performances de 20 p. cent par rapport aux modèles existants.

Selon Burroughs, les nouveaux matériels dont les prix s'étagent de \$410 000 à \$962 000 sont plus puissants que les quatre derniers nés de la gamme d'ordinateurs d'IBM, le premier fabricant mondial de matériel informatique.

Selon les analystes, Sperry s'apprêterait également à annoncer très prochainement le lancement de nouveaux modèles d'ordinateurs.



La balance commerciale s'est remise du déficit de juillet

■ OTTAWA (PC) — La balance commerciale canadienne s'est remise, au mois d'août, du déficit enregistré en juillet à la suite d'une hausse des exportations et d'une baisse des importations, annonce Statistique Canada.

La valeur totale des exportations s'établissait en août à \$9,7 milliards, en légère progression (0,2 p. cent) par rapport au mois précédent, tandis que la valeur des importations, en croissance depuis quatre mois, s'établissait à \$9,3 milliards, en baisse de 6,1 p. cent.

En raison de ces mouvements, le solde du commerce de marchandises du Canada a augmenté de \$624 millions pour dégager un excédent de \$437 millions. Selon Statistique Canada, ce revirement, par rapport au déficit enregistré en juillet, s'explique principalement par le reprise de la croissance de l'excédent commercial avec les États-Unis.

Exportations

L'augmentation globale des exportations s'explique par deux importants mouvements compensatoires. Les exportations de matières et de biens industriels ont augmenté de \$175 millions en août; la part des métaux précieux, qui est traditionnellement irrégulière, représente presque \$200 millions. Cette augmentation est neutralisée par une chute de \$170 millions des exportations de produits de l'agriculture et de la pêche, plus précisément le blé (\$160 millions), en raison des prix mondiaux déprimés et de la baisse du volume à l'exportation.

On relève des augmentations plus faibles pour tous les autres principaux groupes de marchandises, à l'exception du groupe des machines et du matériel, qui a enregistré une baisse de \$38 millions.

Après avoir baissé pendant trois mois de suite, le total des exportations vers les États-Unis a progressé de \$349 millions (4,8 p. cent) pour atteindre \$7,7 milliards. Cette augmentation est compensée par une baisse des exportations vers les « autres pays » (\$231 millions) et le Japon (\$145 millions).

Importations

Alors que les importations

pour la plupart des groupes de marchandises avaient augmenté en juillet, les données pour le mois d'août semblent indiquer un retournement pour certaines tendances.

Près de 80 p. cent de la chute des importations touche les produits automobiles, qui ont baissé de \$474 millions (15,4 p. cent) en raison du recul des importations d'automobiles (\$271 millions) et de pièces (\$158 millions). On relève également d'importantes diminutions des importations de produits de l'agriculture et de la pêche (\$86 millions), de machines et de matériel (\$59 millions) et

d'autres biens de consommation (\$53 millions).

Ces diminutions sont en partie compensées par une progression de \$58 millions des importations de biens et de matières industrielles, en particulier de métaux précieux (48 p. cent) et de minerais métallurgiques (43 p. cent).

Les importations en provenance des États-Unis ont reculé de \$508 millions (7,4 p. cent) pour retrouver leur niveau de juin de 6,4 milliards. On relève d'autres diminutions dans le cas du Japon et des « autres pays de la CEE », et de faibles augmentations pour les autres regroupements de pays.

Allied accepte une OPA

■ NEW YORK (PA) — La chaîne de magasins new-yorkaise Allied Stores Corp., qui a déjà repoussé à deux reprises des offres de fusion de Campeau Corp., de Toronto, a décidé hier d'accepter une OPA de \$3,55 milliards (US) d'Edward De Bartolo, le plus important constructeur de centres commerciaux des USA, et de l'investisseur californien Paul Bilzerian.

Dans cette transaction au comptant, les actionnaires d'Allied toucheraient \$67 (US) par action et le conseil d'Allied leur recommande d'accepter l'offre qui expire le 6 novembre.

L'OPA la plus récente de Campeau était de \$66 (US) l'action.

Si le marché est conclu avec De Bartolo, Allied, qui exploite 684 magasins de détail, serait fusionnée avec ASC Acquisition Corp., compagnie qui appartient à 90 p. cent à De Bartolo et à 10 p. cent à Bilzerian.

À Toronto, des membres du conseil de Campeau Corp. ont siégé hier pour discuter la situation. Le président du conseil, Robert Campeau, consultait hier ses conseillers de New York et un membre du conseil, Robert Després, n'a pas voulu indiquer si la société améliorerait son offre pour Allied ou abandonnerait la partie. Campeau détient présentement quatre p. cent des actions d'Allied, soit quelque 2,14 millions d'actions.

Nouveaux avions pour Québecair

■ Québecair devait recevoir ces jours-ci deux avions turbopropulsés Convair 580. Québecair a acheté récemment ces appareils de Gulf Air, de New Iberia, en Louisiane, par l'entremise de USAir Leasing and Services, filiale du groupe USAir.

LA CORPORATION PREMIÈRE QUÉBEC

AVIS DE NOMINATION



MICHAEL W. MORAN, C.A.

M. Michael J. Weigensberg, président et chef de la direction de La Corporation Première, Québec, a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Michael W. Moran à titre de vice-président, finance et administration.

M. Moran, auparavant affilié à une grande institution immobilière et financière de Calgary, vient enrichir notre compagnie de sa précieuse expérience dans l'industrie, grâce à son nouveau poste. Il remplace M. Israel Shinder, récemment nommé trésorier de la Corporation.

La Corporation Première, Québec, un leader en promotion immobilière d'espaces à bureaux de première catégorie qui a récemment complété La Tour Industrielle-Vie, construit actuellement La Maison des Coopérants, une tour à bureaux de 34 étages située sur le boulevard de Maisonneuve, derrière la cathédrale Christ Church.

CONCOURS INNOVATION

Gagnez

la possibilité de présenter en personne votre invention ou votre innovation au Salon international des inventions et des techniques nouvelles de Genève.



Ouvert aux INVENTEURS AUTONOMES et aux ENTREPRENEURS canadiens

Aucun brevet nécessaire*

Date limite d'inscription:

24 octobre 1986

Organisé par



CIIM Le Centre d'innovation Industrielle/Montréal
6600, Chemin de la Côte des Neiges
Bureau 500, Montréal, Québec H3S 2A9
Téléphone (514) 340-4266

*Sous réserve de signer une déclaration officielle.

En collaboration avec le

Bureau canadien des brevets

Direction générale de la propriété intellectuelle
Commerce extérieur et Développement technologique

Québec

swissair

RAYMOND, CHABOT, MARTIN, PARÉ & CIE Consultants en administration

La Capitale
Compagnie d'assurance générale



M. Jacques Labrecque, F.S.A., F.I.C.A.

Monsieur André Roy, président du Conseil d'administration, est heureux d'annoncer la nomination de monsieur Jacques Labrecque au poste de président et chef de la direction de La Capitale, compagnie d'assurance générale.

La Capitale, compagnie d'assurance générale, est une filiale à part entière de Mutuelle des Fonctionnaires du Québec, deux composantes du Groupe Mutuelle des Fonctionnaires.

Le Groupe Mutuelle des Fonctionnaires offre une gamme complète de services financiers à sa clientèle. Il contrôle un ensemble d'entreprises dont les actifs sont près de 600 millions \$ et les revenus annuels de 200 millions \$.



Les voici!

Voici enfin les BMW 1987. Venez admirer et essayer ces superbes voitures chez BMW-Canbec où vous trouverez la gamme complète. Soyez parmi les premiers à faire votre choix.

À prix réduit! Quelques 325 neuves

Nous avons encore quelques BMW 325e, modèle 1986. Vous pouvez acquérir une de ces grandes routières flambant neuve à prix substantiellement réduit. Mais hâtez-vous car cet inventaire 1986 est limité.

Nous sommes idéalement situés tout près du centre-ville.



BMW CANBEC

5055, rue Paré

1 coin de rue au nord de Jean-Talon, à l'est de Décarie.
TÉL.: 731-7871

SIBEC '86

L'INTÉGRAL DU MONDE DE L'ORDINATEUR À DÉCOUVRIR SANS FAUTE

- informatique
- bureautique
- logiciels
- électronique
- transmissions
- micro-informatique
- robotique
- ergonomie
- conception et fabrication assistées par ordinateur (CFAO)
- ameublement de bureau
- périphérique
- accessoires et services

Ne manquez pas SIBEC '86, la quatrième exposition annuelle «ordinateur et bureautique»; une présentation qui répond en détail à toutes les interrogations, au Palais des Congrès, Montréal. (Du 14 au 16 octobre 1986.)

Produit par: INDUSTRIAL TRADE SHOWS INC.

SIBEC '86 Épargnez
PALAIS DES CONGRÈS, MONTRÉAL
du 14 au 16 octobre 1986
Mardi et mercredi, de 11h00 à 20h00
Jeudi, de 11h00 à 18h00
Exposition commerciale réservée aux personnes de 18 ans et plus.
Prix d'entrée de \$10. Épargnez \$3 avec ce coupon.
sur le prix d'admission régulier de \$10.

Le PC 80 de Canon

Le lecteur/reproducteur universel pour microfilms



Albacor Micro Systèmes vous invite à l'EXPO SIBEC au Palais des Congrès du 14 au 16 octobre 1986. (Kiosque 1464)

La fiabilité Canon

albacor

Albacor Micro Systèmes Ltée

Le seul distributeur de la gamme complète des produits micrographiques Canon au Québec.

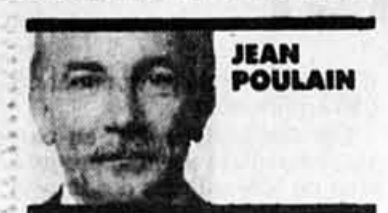
38, ouest rue Notre-Dame, Qc. H2Y 1S6
Tél.: Montréal (514) 288-1905 Québec (418) 683-5995

L'ÉCONOMIE QUI S'ÉCRIT

Le succès de l'expérience chinoise

Le tiers-monde bascule vers les mécanismes du marché

C'est en disparaissant et non, de son vivant, que Mao Tse Tung a permis à son pays de faire un grand pas en



JEAN
POULLAIN

avant. Avant 1978, l'agriculture chinoise était de type soviétique, mais lorsqu'en décembre 1978, les nouveaux dirigeants décidèrent d'y introduire les mécanismes du marché, les résultats ne se firent pas attendre. Entre 1978 et 1985, la production céréalière augmenta d'un tiers, celle des oléagineux doubla; quant à la viande (un des gros problèmes d'approvisionnement pour Moscou), sa progression fut de 80 pour cent.

Ce succès est d'autant plus remarquable qu'il s'est réalisé en même temps que les surfaces en culture avaient été réduites volontairement de 4 pour cent pour ralentir l'érosion du sol.

L'influence chinoise par son revirement radical vers les mécanismes du marché et les encouragements obtenus, a amené le monde d'aujourd'hui à un tournant dramatique où tout un système est en train de basculer.

Si le 19e siècle fut celui du laissez-faire en matière économique, le 20e fut marqué par l'intervention de l'État, un sommet étant atteint dans les années 70 pour le contrôle de la production.

À cette époque, 30 pour cent de la population mondiale vivait en Europe de l'Est, en URSS et en Chine. Si l'on ajoute celles du Moyen-Orient, la grande partie de l'Afrique, le sud de l'Asie centrale, la plupart des pays de l'Amérique du sud et le Mexique (où l'État contrôle 50 pour cent de l'économie), les trois cinquièmes des économies de la planète étaient contrôlés par les gouvernements (bien que 60 pour cent de la production mondiale provenait de pays à économie de marché).

Les années 80 ont été des périodes difficiles pour les économies et elles provoqueront des changements d'attitude.

Les chocs pétroliers, l'inflation, la stagnation des années 70 rendirent à la fois évidente et intolérable l'inefficacité économique.

Au début, les gouvernements y firent face avec un plus grand contrôle sur les prix, les investissements et la consommation, c'est-à-dire furent incapables de s'ajuster aux nouvelles réalités.

Cinq événements

Le mouvement de retour aux mécanismes du marché que l'on constate actuellement est attribuable à cinq événements récents.

C'est la thèse que développe William U. Chandler dans son étude (en anglais) sur « The Changing Role of the Market in National Economies » (Le nouveau rôle du marché dans les économies nationales), pour le compte du Worldwatch Institute de Washington.

Ces événements sont les suivants : la mort de Mao Tse Tung et son héritage de sous-développement en Chine; la crise financière de la dette extérieure en Amérique du sud; la crise de famine et de sous-développement en Afrique; le sous-développement chronique en Asie du sud et les déficits croissants dans l'Ouest.

Jusqu'à tout récemment, la planification centralisée était le modèle approuvé par près de la moitié du monde, relève Chandler, mais cette tendance séculaire vient de prendre fin : 17 des 20 nations les plus peuplées de la planète ont introduit des mesures pour privatiser les firmes nationalisées, relâcher les contrôles de prix et favoriser la concurrence.

L'URSS s'interroge

En même temps, l'URSS dont la confiance en une croissance ininterrompue a été secouée, s'interroge sur le besoin d'une réforme économique.

Comme l'explique l'auteur le problème n'est pas d'opposer le capitalisme à socialisme mais de comparer l'efficacité avec laquelle les deux systèmes économiques atteignent leurs objectifs.

Cette comparaison saute aux yeux en matière agricole, où la supériorité des économies de marché ne fait aucun doute : l'exemple de la Hongrie (où les coopératives de production décident elles-mêmes de qu'il faut choisir en fonction de la demande du marché), est typique.

Selon l'auteur, la productivité du sol n'existe que pour un tiers de la productivité totale, les deux autres tiers étant attribuables aux politiques utilisées. Par exemple, garder élevés les prix, stimuler par de bons salaires les travailleurs à choisir cette activité : c'est ainsi que la Hongrie produit 66 pour cent plus de céréales par hectare que la Polo-

gne dont pourtant les trois quarts des terres sont privées, mais sujettes aux décisions centrales de l'État pour leur développement.

Entre 1960 et 1980 la productivité agricole totale, productivité du sol, de la main-d'œuvre, des engrais, soit la quantité d'entrants (inputs) par rapport à la quantité de sortants (output), a chuté d'un tiers en URSS, en Roumanie et en Pologne.

Par contraste, elle a monté encore aux E.-U. et au Japon, même au départ de volumes plus élevés.

La comparaison est plus typique encore entre agriculture en RFA et en RDA, les deux Allemands ayant des régimes politiques et économiques différents.

En tonnes par année, l'agriculteur américain produit 20 fois plus que l'agriculteur russe soit 160,3 tonnes vs 8,5 (Hongrie 23,6 tonnes, RFA 29,2 et RDA, 14,9).

Capitalisme et socialisme sont parallèles, par contre, dans leur échec à la pollution (absence de profit, obstacle à atteindre quotas de production) et dans la richesse relative de ses citoyens : la part du cinquième quintile de revenu face à celle du premier est à peu près la même dans les pays de marché et ceux à économie dirigée, mais les valeurs absolues ne sont pas comparables.

THE CHANGING ROLE OF THE MARKET IN NATIONAL ECONOMIES, par William Chandler, publié par Worldwatch Institute, 1776, Massachusetts Avenue, N.W., Washington, D.C. 20036 USA.

OPEP: vers le maintien de l'accord

GENÈVE (AP) — Bien qu'aucune décision définitive n'ait été prise, hier, les pays de l'OPEP, réunis à Genève depuis lundi, se dirigeaient vers une reconduction de l'accord d'août dernier, qui limite la production de brut pour maintenir les prix sur le marché international.

Seul le Koweït a déclaré qu'il rejette la reconduction de cet accord. Les discussions ont été ajournées, hier, et devraient reprendre aujourd'hui.

CPG à meilleur taux? Comptez sur le Montréal Trust.

Maximisez vos revenus avec un certificat de placement garanti du Montréal Trust. Intérêts versés annuellement.

3 ans 9.875%

Montréal: 1, place Ville-Marie, 397-7111
612, rue Saint-Jacques, 392-1880
Pointe Claire: Centre Fairview Pointe Claire, 695-5230
Ville Mont-Royal: 1335, chemin Canora, 735-1314
Westmount: 1245, avenue Greene, 932-6000

Dépôt minimum: 500 \$
Les taux sont sujets à changement sans préavis.



Montréal Trust

Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

AUTO GOUVERNEUR
1501, boul. des Laurentides, Vimont, Laval 668-1650
VILLE LAVAL, QUÉ.

NISSAN
COMMUNIQUÉ SPÉCIAL
TAUX DE FINANCEMENT de
*** 2.9%**
sur nos 300ZX 1986
en inventaire
POUR UN TEMPS LIMITÉ
BASÉ SUR TERME 36 MOIS • MAXIMUM 20000\$
DES RABAIS INCROYABLES SUR TOUS
NOS AUTRES MODÈLES EN INVENTAIRE

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

705 HYPOTHÈQUES
AAA 1ère, 2e, balance vente rapide, notaire Loberge 729-4234.
ACCEPTATION en 7 jours, 1ère et 2e hypothèques, Colisée Pop, St-René Goupil, 321-2610.
ACCEPTATION 48 HEURES 1RE, 2E HYPOTHÈQUE Résidentiel, commercial, industriel, Crédit Via, 253-3254.
ARGENT À PRÊTER 2e hyp. achat balance de vente, taux à discuter, Guy Goyette, notaire 351-3155.
DEMANDE \$10,000 à \$30,000, pour fonds de roulement 766-6620 9h-11h Normand.
DEMANDE \$40,000 à \$300,000, 1 à 60 mois. Avantages 322-4078.
REFINANCEMENT ou vente rapide, évitez la saisie MARTIN ASS. 735-8121.
SOLDE de vente à rabais, 2e hyp. Aucuns frais d'évaluation. Pas de commission. N. Barth, 737-2528.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES
ASSOCIÉ demandé dans l'immobilier, \$50,000 exigé. Rendement supérieur. Demander Jacques Jour, 253-2710, soir: 472-5474.
DISTRIBUTIONS disponibles, équipements symphoniques, capital minimum \$25,000. Créations Sirbail, 648-8196.
DISTRIBUTEUR(S)TRICES demandés, distributeur d'eau, vente directe, léger capital requis. M. Cloutier 521-3548.
IMMOBILIERS localisés en béton de logements, Pointe-Aux-Trembles et Pierrefonds, 598-8034.
KIOSQUE d'exposition: ultra-léger, montage rapide, distributeurs demandés. (514) 445-1556.
RECHERCHONS distributeurs pour appareils purificateurs d'eau par Osmose inverse, \$50,000 et plus par année. C.V.: Système d'osmose Québec, 1735 Bl. St-Elzéar, Laval H7L 2N6.
UNE PETITE USINE en fabrication d'appareils orthopédiques à vendre. Écrire à La Presse, référence 2903, C.P. 6641, Succ. A, Montréal H3C 3E3.

712 ASSOCIÉS DEMANDÉS
ASSOCIÉ DEMANDÉ CONCESSIONNAIRE DE MOTOCYCLETTES ÉTABLI DEPUIS 1994 RECHERCHE PERSONNE DÉJÀ IMPLIQUÉE DANS CE DOMAINE DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES AYANT UNE BONNE CONNAISSANCE DANS LA VENTE ET LE MARKETING.
ÉCRIRE À LA PRESSE RÉFÉRENCE 2915, C.P. 6641, SUCC. A, MONTRÉAL H3C 3E3.
UNIQUE AU MONDE, projets internationaux, associés actifs ou passifs, capital minimum requis \$10,000 rapportant \$50,000 par an. Nombre limité. Région 514 sans frais. 1-800-363-2501. 1-514-227-6472.
100% GARANTIE Avez besoin d'un million pour expansion. André ou Yvon 871-0115.

714 FRANCHISES
\$150,000. PAR ANNÉE C'est possible si vous êtes sérieux et persévérant. Requis: \$4,000. En retour obtenez l'appui publicitaire d'une multinationale pour votre concession de vente. 322-8580.
BOÛTQUE de décorations, établie depuis 26 ans. 674-3035, 674-4511.
FRANCHISES présentement disponibles, bien situées. Contactez Conseillers en Gestions et Franchises, F.B.M.C. Ltee, 849-1329.
FRANCHISES, nouveau concept révolutionnaire, de 15 000 à 100 000\$, possibilités illimitées. Territoire encore disponible au Québec et Ontario. Information confidentielle: 649-2748 ou 383-3776.

715 SERVICES FINANCIERS
ATTENTION COMMERCE Prêts pour refinancement, expansion, nouvelle acquisition équipements. Glisium Inc. 445-7331.
FONDS pour commerce, industrie, affaires, appartements, etc. DENCOL MTG - 342-1236.

715 SERVICES FINANCIERS
REFINANCEMENT DE DETTES CONSULTATION GRATUITE Pré-saisie, pré-qualité. Références B.E.C. Bouthillier et Ass. 931-4837.
717 SERVICES SPÉCIALISÉS
ATTENTION manufacturiers! Vous voulez exporter et vous n'avez ni le personnel ni le temps. Appelez Syner Gesco 934-1884.
718 ARGENT DEMANDÉ
CHERCHONS prêteur privé, 1ère, 2e hypothèque, 288-9982, 9h à 5h. DESIRE \$3,000 à \$35,000 pour 1 à 24 mois. Avantages, 327-2723.
725 TENUE DE LIVRES, DÉCLARATIONS D'IMPÔT
À PRIX spécial tenue de livres, état financier mensuel, 354-2746.
MICROGESTION L.C. Inc., traitement de textes, tenue de livres, rapports d'impôts. 668-6669.

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des PROPOSITIONS D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RÉSULTATS 285-7111
INTERURBAIN SANS FRAIS 1-800-361-5013
ANNONCES ENCADRÉES 285-7000

SPÉCIAL SIBEC
LAVAL MICRO-ORDINATEURS Inc.
LE CENTRE **ZENITH** data systems PAR EXCELLENCE
1 AN DE GARANTIE

2 lecteurs
512k de mémoire
moniteur vert
ou ambre
ordinateur «TURBO»
Compatible avec IBM-PC
1895\$

2 lecteurs
512k de mémoire
moniteur vert
ou ambre
5 fentes d'expansion
Compatible avec IBM-PC
2495\$

poide 6.5 kg (14.3 lb)
2 lecteurs
affichage à cristaux liquides
calculatrice annuaire
Compatible avec IBM-PC
2995\$

433, boul. Saint-Martin ouest, Laval 669-3511
Un seul magasin pour une seule qualité de service
VENEZ NOUS RENCONTRER AU **SIBEC**

DEPUIS QU'YVONNE ET GÉRARD UTILISENT LES ANNONCES CLASSÉES DE LA PRESSE ILS VENDENT RAPIDEMENT!

POUR VENDRE VITE, VITE, VITE IL NOUS FAUT LA PRESSE, HEIN GÉRARD!

OUAIS OUAIS!

285-7111
LES ANNONCES CLASSÉES

la presse

L'ARGENT

Les courtiers lo

Paula
M. Robert D. W...
la compagnie
honneur d'ann...
le Madame Pa...
le directrice
l'airview Pointe

BOMBA

MICHEL R. NORMANDIN
La nomination de Michel R. Normandin au poste de président de la nouvelle division Lange a été annoncée par G. Drummond Birks, président et directeur général. La division Lange exploite 84 bijouteries au Canada groupées sous les noms O.H. Allan, Ostranders, Grahams et Doret. Monsieur Normandin s'est joint à l'entreprise en 1963. Son bureau est à Montréal.

tion de nombreuses compagnies, dont ATCO, la Banque Royale du Canada, Brascan, Canadien Pacifique, Maclean Hunter et North Telecom.

1000	Compo et plaque en sus.	\$995	+ 2 \$ si recto seulement	75	VERSO SANS EXTRA
1000	CARTES D'AFFAIRES Carton blanc - entre noire	\$995	LE MILLE + 78 ADDITIONNEL compo	5	CH + 38 P.M.T.

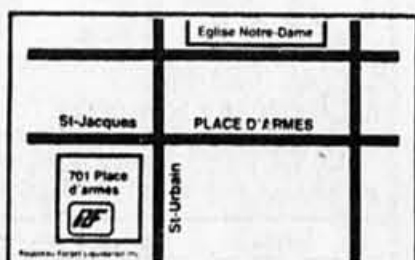
1^{re} et 2^e HYPOTHÈQUE**DIRECTEMENT DU PRÊTEUR
25 000 à 1,5 MILLION \$**Conditions à négocier • Commission assurée aux courtiers
Décisions dans les 48 heures**INDIVIDUAL INVEST. CORP. 739-3636****FRUITS/LÉGUMES**

(PC) — Voici les prix de gros des fruits et légumes fournis aux détaillants de la région de Montréal par le ministère de l'Agriculture du Québec.

LÉGUMESAll tresse: \$7.05 à \$8.90.
All en vrac: \$30.90 à \$34.00 les 30 lb.
Bette à carde: \$8.55 la caisse de 12 pqt.Betterave: \$4.25 à \$5.00 pour 12 x 2 lb.
Betterave: \$2.55 à \$3.75 le sac de 25 lb.
Brocoli: \$11.40 à \$12.25 la caisse de 14 unités.
Carotte: \$8.70 à \$9.75, celles 24 x 2 ou 10 x 5 lb.
Carotte: \$9.25 à \$9.80 la caisse de 30 pqt.
Carotte mini: \$7.25 à \$8.25 lacaisse de 20 x 12 oz.
Céleri: \$15.50 à \$17.30 la caisse de 24 unités.
Céleri-rave: \$12.00 à \$13.90 la caisse de 20-25 lb.
Céleri (cœur): \$9.00 à \$11.25 pour 12 unités.
Champignon blanc: \$11.25 à \$12.65 pour 8 x 850ml
Chicorée: \$8.00 à \$8.75 les 12 - 16 unités.
Chou chinois (nappe): \$10.25 à \$12.50 les 35-38 lb.
Chou de Bruxelles: \$9.15 à \$9.50 la caisse de 9 tiges.
Chou de Bruxelles: \$6.25 à \$8.15 12 x 10 on.
Chou de Bruxelles: \$10.00 à \$14.20 la caisse de 25 lb.
Chou de Savoie: \$8.90 à \$10.00 la caisse de 12 unités.
Chou-fleur: \$7.20 à \$8.25 la caisse de 12 unités.
Chou rouge: \$8.90 à \$10.00 la caisse de 12 unités.
Chou vert: \$6.50 à \$7.25 la caisse de 40-45 lb (14 ou 16 unités).
Citrouille: \$11.90 la doz.
Cornichon spécial: \$26.50 à \$28.00 le boisseau.
Cornichon no 1 (petit): \$19.75 à \$20.90 le boisseau.
Cornichon no 2 (moyen): \$16.50 à \$17.50 le boisseau.
Cornichon Kirby's: ERR
Courge-zucchini: \$11.50 les 20 lb.
Endive: \$16.75 à \$16.90 la caisse de 10 lb.
Endive: \$10.00 la caisse de 5 lb.**HABITS D'IMPORTATION ITALIENNE****Escomptes de 60 à 70%**

Des vêtements importés d'Italie de très haute qualité signés:

- Luigi Botto
- Mario Zegna
- Corrente
- et plusieurs autres

fine laine 100%
laine et soie
lin et soie
et plusieurs autres
Surpiqué à la main**5 000 000 \$ d'inventaire provenant
de FAILLITE****Complets:** rég.: 600 \$ à 800 \$ pour **295 \$**
ou
4 complets pour **995.00 \$****Vestons sport:** rég.: 500 \$ pour **195.00 \$****Ouvert 3 jours
par semaine
jusqu'à épuise-
ment des stocks**jeudi 11 hrs à 21 hrs
vendredi 11 hrs à 21 hrs
samedi 10 hrs à 17 hrs**Rousseau Forget Inc.
Liquidateur****701, Place d'armes
coin St-Urbain et St-Jacques****LES DISTILLERIES CORBY LIMITÉE
NOMINATION****JAMES L. KEON**

Monsieur Donald C. MacMartin, Vice-président de direction, Les Distilleries Corby Limitée vous fait part de la nomination de Monsieur Jim Keon, au poste de Vice-président, Ventes.

Monsieur Keon occupait auparavant les fonctions de Directeur national des ventes. Il possède une maîtrise en administration des affaires de l'Université Western Ontario.

Il aura ses bureaux au Siège de l'administration de la compagnie, à Montréal.

Corby, un leader dans l'industrie de la distillation, commercialise une large gamme de produits canadiens et importe aussi par l'entremise de sa division, J.M. Douglas International, de nombreuses marques réputées de vins et spiritueux.

**À l'ordre
du jour
Montebello**

Pour votre prochaine réunion d'affaires, choisissez un décor unique dans la forêt: le Château Montebello. Sans contredit, l'un des endroits de villégiature les plus réputés au pays.

Au cœur d'un domaine privé couvrant 272 k carrés, vous trouverez une table reconnue pour son excellence, 204 chambres accueillantes et 16 salles de réunion pourvues de tout le nécessaire pour que votre réunion se déroule avec efficacité.

La réunion terminée, vous aurez accès au centre de conditionnement, au squash, à la natation, au sauna, au ski de randonnée, au curling, au patin, aux promenades en traineau, à une salle de jeux et nous en passons.

Le tout offert à seulement

**94 \$* par personne
par nuit,
deux personnes par chambre,
trois repas par jour compris.**

Faites les choses d'une façon délicieusement différente. Mettez Montebello à votre prochain ordre du jour. Votre réunion sera inoubliable.

Appelez sous frais au 1 800 268-9420 et demandez les réservations de groupe. Ou encore communiquez avec notre service des ventes au 288-1146 à Montréal, ou au 231-5824 à Ottawa.

*Tarif valable jusqu'au 1^{er} novembre 1986.**CP Hôtels 14** Minimum 20 chambres.
Le Château Montebello
Montebello, Québec J0V 1L0
(819) 423-6341
CP et 14 sont les marques déposées de Canadian Pacific Limited.

Communiquez avec

SONY

Offre spéciale sur

SYSTÈME DE DICTÉE SONY À CASSETTE STANDARDProcurez-vous un
appareil
SONY
BM 75 à
cassettes
standard

(pédalier et écouteurs inclus)

et recevez GRATUITEMENT

le magnétophone à cassette

TCM 19V de SONY

Les professionnels en bureautique

7035, avenue du Parc

270-1141

Canada Dactylographe Inc., établie depuis 1917

**Conception, dessin et
fabrication assistés
par ordinateur**

- Ordinateurs APOLLO de 32 bits reliés en réseau avec logiciel AUTO-TROL
- Traceur de courbes en couleurs Hewlett Packard à 8 plumes
- Imprimante électrostatique Versatec

COURS SPÉCIALISÉS EN CAO (35 H)

du lundi au vendredi, de 9h à 17h 295\$

- CDAO - Mécanique et fabrication
En anglais: 20-24 octobre
En français: 24-28 novembre
- CDAO - Utilisations générales
En français: 27-31 octobre
En anglais: 17-21 novembre

**SÉMINAIRES D'INTRODUCTION DE
DEUX JOURS**

de 9h à 17h (14 heures) 425\$

- CAD/CAM - A Management Perspective
En anglais: les 14 et 15 novembre
- CAO/DAO - en génie civil
En français: les 5 et 6 décembre

(514) 281-9807 or 744-7000

425, BOUL. DE MAISONNEUVE OUEST, SUITE 1100

**INSTITUT
CAO-FAO****VANIER
COLLEGE**

Concessionnaire autorisé

L'ordinateur
personnel**Macintosh™**

de Apple

puissant et simple à utiliser

**Offrez-vous
maintenant****un outil pour être
plus productif.**à partir de **114\$*** par mois

*contrat de location-achat d'une durée de 36 mois

**FUTUR BYTE
Informatique****NOUVEAUX NUMÉROS DE TÉLÉPHONE:****646-3189 866-8362**

1295 CHEMIN DE CHAMBLY, LONGUEUIL

Apple et le logo Apple sont des marques déposées de Apple Computer Inc. Macintosh est une marque déposée de Microsoft Laboratory Inc. et est utilisée avec l'autorisation expresse de son propriétaire.

MONTRÉAL

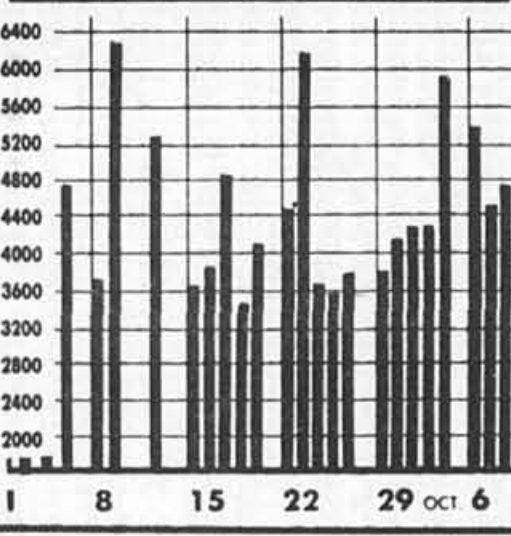
VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

(Indice canadien du marché 25 titres)



8 15 22 29 OCT 6

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 4 780 000



INDICES À LA BOURSE DE MONTRÉAL

Marché	1536.02	Ver.
MARCHÉ CANADIEN (XXM)	1536.02	+15.08
MARCHÉ BANCAIRE (XCB)	1529.73	+46.13
MINÉRAUX (XCM)	1512.99	+46.32
HYDRO CARB. (XCO)	1167.43	+8.62
PROD. FORESTIERS (XCF)	1996.22	-3.75
BIENS D'ÉQUIP. (XCI)	1259.08	+13.93
SERV. PUBLICS (XCU)	1395.37	+4.48

NOTE: Cotes en cents sauf lorsque indiqué; f=actions non votantes; a=votes limités ou restreints; u=titre négocié en dollars US; Z=lot irrégulier.

LA PRESSE

MONTRÉAL

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

(Indice canadien du marché 25 titres)



8 15 22 29 OCT 6

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 4 780 000



INDICES À LA BOURSE DE MONTRÉAL

Marché	1536.02	Ver.
MARCHÉ CANADIEN (XXM)	1536.02	+15.08
MARCHÉ BANCAIRE (XCB)	1529.73	+46.13
MINÉRAUX (XCM)	1512.99	+46.32
HYDRO CARB. (XCO)	1167.43	+8.62
PROD. FORESTIERS (XCF)	1996.22	-3.75
BIENS D'ÉQUIP. (XCI)	1259.08	+13.93
SERV. PUBLICS (XCU)	1395.37	+4.48

NOTE: Cotes en cents sauf lorsque indiqué; f=actions non votantes; a=votes limités ou restreints; u=titre négocié en dollars US; Z=lot irrégulier.

LA PRESSE

ALBERTA

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

(Indice canadien du marché 25 titres)



8 15 22 29 OCT 6

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 4 780 000



INDICES À LA BOURSE DE MONTRÉAL

Marché	1536.02	Ver.
MARCHÉ CANADIEN (XXM)	1536.02	+15.08
MARCHÉ BANCAIRE (XCB)	1529.73	+46.13
MINÉRAUX (XCM)	1512.99	+46.32
HYDRO CARB. (XCO)	1167.43	+8.62
PROD. FORESTIERS (XCF)	1996.22	-3.75
BIENS D'ÉQUIP. (XCI)	1259.08	+13.93
SERV. PUBLICS (XCU)	1395.37	+4.48

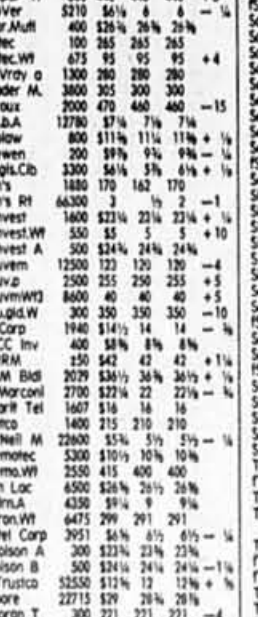
NOTE: Cotes en cents sauf lorsque indiqué; f=actions non votantes; a=votes limités ou restreints; u=titre négocié en dollars US; Z=lot irrégulier.

LA PRESSE

ALBERTA

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

(Indice canadien du marché 25 titres)



8 15 22 29 OCT 6

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 4 780 000



INDICES À LA BOURSE DE MONTRÉAL

Marché	1536.02	Ver.
MARCHÉ CANADIEN (XXM)	1536.02	+15.08
MARCHÉ BANCAIRE (XCB)	1529.73	+46.13
MINÉRAUX (XCM)	1512.99	+46.32
HYDRO CARB. (XCO)	1167.43	+8.62
PROD. FORESTIERS (XCF)	1996.22	-3.75
BIENS D'ÉQUIP. (XCI)	1259.08	+13.93
SERV. PUBLICS (XCU)	1395.37	+4.48

NOTE: Cotes en cents sauf lorsque indiqué; f=actions non votantes; a=votes limités ou restreints; u=titre négocié en dollars US; Z=lot irrégulier.

LA PRESSE

ALBERTA

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

(Indice canadien du marché 25 titres)



8 15 22 29 OCT 6

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 4 780 000



INDICES À LA BOURSE DE MONTRÉAL

Marché	1536.02	Ver.
MARCHÉ CANADIEN (XXM)	1536.02	+15.08
MARCHÉ BANCAIRE (XCB)	1529.73	+46.13
MINÉRAUX (XCM)	1512.99	+46.32
HYDRO CARB. (XCO)	1167.43	+8.62
PROD. FORESTIERS (XCF)	1996.22	-3.75
BIENS D'ÉQUIP. (XCI)	1259.08	+13.93
SERV. PUBLICS (XCU)	1395.37	+4.48

NOTE: Cotes en cents sauf lorsque indiqué; f=actions non votantes; a=votes limités ou restreints; u=titre négocié en dollars US; Z=lot irrégulier.

LA PRESSE

ALBERTA

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

(Indice canadien du marché 25 titres)



8 15 22 29 OCT 6

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 4 780 000



INDICES À LA BOURSE DE MONTRÉAL

Marché	1536.02	Ver.
MARCHÉ CANADIEN (XXM)	1536.02	+15.08
MARCHÉ BANCAIRE (XCB)	1529.73	+46.13
MINÉRAUX (XCM)	1512.99	+46.32
HYDRO CARB. (XCO)	1167.43	+8.62
PROD. FORESTIERS (XCF)	1996.22	-3.75
BIENS D'ÉQUIP. (XCI)	1259.08	+13.93
SERV. PUBLICS (XCU)	1395.37	+4.48

NOTE: Cotes en cents sauf lorsque indiqué; f=actions non votantes; a=votes limités ou restreints; u=titre négocié en dollars US; Z=lot irrégulier.

LA PRESSE

ALBERTA

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

(Indice canadien du marché 25 titres)



8 15 22 29 OCT 6

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 4 780 000



INDICES À LA BOURSE DE MONTRÉAL

Marché	1536.02	Ver.
MARCHÉ CANADIEN (XXM)	1536.02	+15.08
MARCHÉ BANCAIRE (XCB)	1529.73	+46.13
MINÉRAUX (XCM)	1512.99	+46.32
HYDRO CARB. (XCO)	1167.43	+8.62
PROD. FORESTIERS (XCF)	1996.22	-3.75
BIENS D'ÉQUIP. (XCI)	1259.08	+13.93
SERV. PUBLICS (XCU)	1395.37	+4.48

NOTE: Cotes en cents sauf lorsque indiqué; f=actions non votantes; a=votes limités ou restreints; u=titre négocié en dollars US; Z=lot irrégulier.

LA PRESSE

ALBERTA

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

(Indice canadien du marché 25 titres)



8 15 22 29 OCT 6

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 4 780 000



INDICES À LA BOURSE DE MONTRÉAL

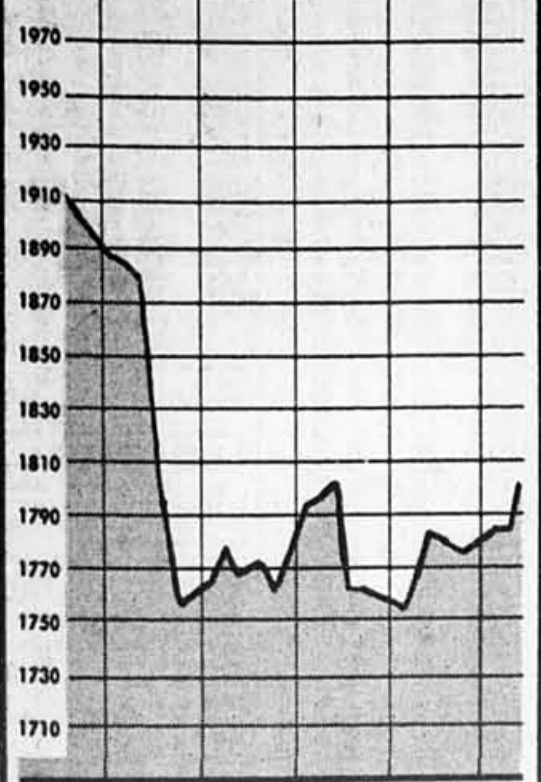
Marché	1536.02	Ver.
MARCHÉ CANADIEN (XXM)	1536.02	+15.08
MARCHÉ BANCAIRE (XCB)	1529.73	+46.13
MINÉRAUX (XCM)	1512.99	+46.32
HYDRO CARB. (XCO)	1167.43	+8.62
PROD. FORESTIERS (XCF)	1996.22	-3.75
BIENS D'ÉQUIP. (XCI)	1259.08	+13.93
SERV. PUBLICS (XCU)	1395.37	+4.48

NOTE: Cotes en cents sauf lorsque indiqué; f=actions non votantes; a=votes limités ou restreints; u=titre négocié en dollars US; Z=lot irrégulier.

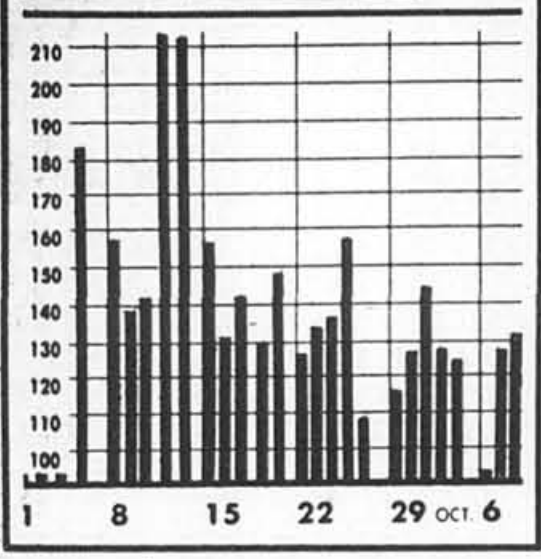
NEW YORK

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSE

(Selon les 30 plus gros titres de Dow Jones)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 142 600 000



INDICE A LA BOURSE DE NEW YORK

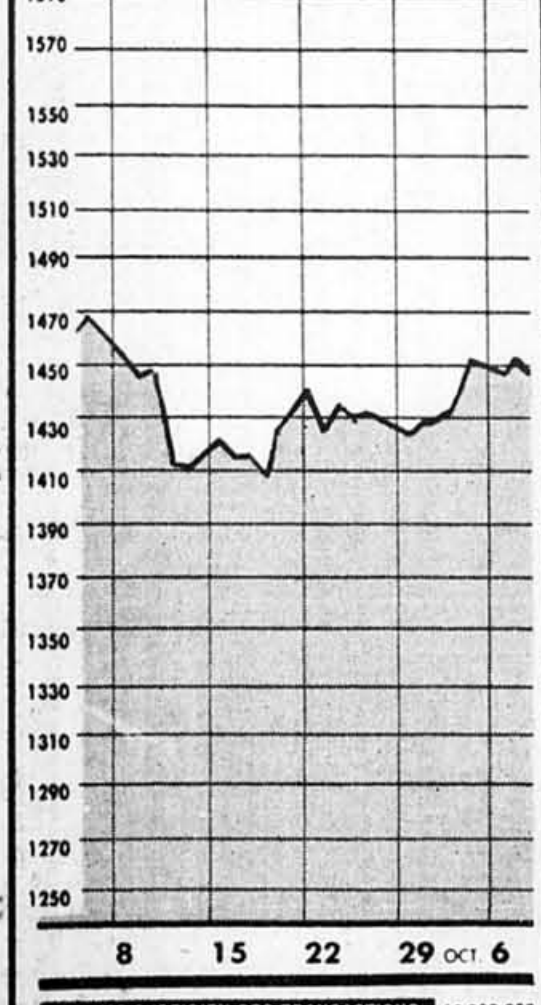
Table with 2 columns: Composé, Industriels, Transports, Services Publics, Finance. It shows the closing values and daily variations for these market sectors.

Large table of stock market data for New York, listing various stocks, their prices, and daily variations. The table is organized into columns for different sectors and individual stock performance.

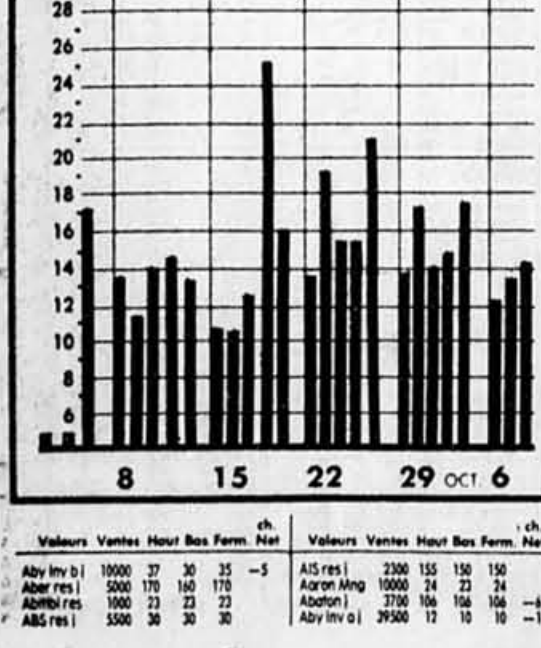
VANCOUVER

INDICE GENERAL

(Selon les 30 plus gros titres de Dow Jones)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 14 200 000



Large table of stock market data for Vancouver, listing various stocks, their prices, and daily variations. The table is organized into columns for different sectors and individual stock performance.

